

CHAPITRE LXXVI.

Plans de Bonaparte dans sa position difficile. — Questions militaires et politiques relativement à Paris. — Napoléon se décide à passer derrière la frontière orientale, et traverse la Marne le 22 mars. — Coup d'œil sur les événemens qui avaient eu lieu dans les environs de Lyon, etc. — Marche des alliés sur Paris. — Défaites des Français de différens côtés. — Marmont et Mortier avec leurs troupes découragées et désorganisées, font leur retraite sous les murs de Paris. — Jusqu'à quel point Paris est susceptible d'être défendu. — Efforts de Joseph Bonaparte. — L'impératrice Marie-Louise et les autorités civiles du gouvernement quittent la capitale. — Attaque de Paris le 30, et défaite complète des Français. — Demande d'une trêve; elle est accordée. — Joseph Bonaparte fuit avec toute sa suite.

LA fortune s'étant montrée contraire à Napoléon au point de le forcer à refuser une bataille qui lui était offerte, et à se placer entre deux armées dont chacune était plus nombreuse que la sienne, il fallait qu'il prît une résolution prompte et décisive.

Les manœuvres de Schwartzenberg et de Blücher tendaient évidemment à effectuer une jonction entre eux, et quand on réfléchit que Bonaparte avait jugé nécessaire de se retirer devant l'armée de Silésie à Laon, et devant la grande armée à Arcis, on voit que c'eût été le

comble de la folie d'attendre que tous deux vinssent l'attaquer en même temps ; il ne lui restait donc que deux alternatives : l'une de se retirer dans l'intérieur même du cercle que ses ennemis étaient sur le point de former autour de lui, et de continuer sa retraite jusqu'à ce qu'il eût réuni toutes ses forces, et de disputer le terrain sous les murs de Paris, aidé de toutes les forces que pouvait posséder cette capitale, et de toutes les ressources que son énergie aurait pu créer ; l'autre de marcher vers l'orient, de s'ouvrir un passage hors de ce même cercle, et de diriger ses opérations sur les derrières des alliés, et sur leurs lignes de communication. Ce dernier parti avait causé aux Autrichiens de si vives alarmes, qu'il semblait probable que, s'il était adopté, ils renonceraient à avancer davantage, et retourneraient vers la frontière. On devait d'autant plus espérer un tel résultat, que le séjour prolongé des alliés, et les allées et venues des troupes à travers un pays épuisé, avaient poussé à bout la patience des belliqueux paysans de l'Alsace et de la Franche-Comté, que les exactions et les rapines qui accompagnaient toujours les mouvemens d'une soldatesque ennemie, avaient enfin tirés de l'apathie avec laquelle ils avaient d'abord vu l'invasion de leur territoire. *

Devant Lyon, Napoléon pouvait compter sur une jonction avec l'armée de vétérans de Suchet, qui était arrivée de Catalogne, et il eût été à portée de cette chaîne de forteresses, dont les garnisons étaient assez nombreuses pour former une armée, si on les réunissait.

Les préparatifs pour organiser une telle force,

et mettre les paysans sous les armes, avaient été commencés depuis quelque temps. Des agens fidèles portant des ordres cachés dans la gaine de leurs couteaux, dans le collier de leurs chiens, ou sur leur personne, avaient été dépêchés pour instruire les commandans du bon plaisir de l'empereur. Plusieurs furent pris par les troupes alliées qui bloquaient les places fortes, et pendus comme espions ; mais d'autres arrivèrent à leur destination. Tandis que Bonaparte était à Reims, il avait donné des ordres pour soulever les paysans ; non-seulement il y déclarait que c'était pour eux un acte de devoir et de patriotisme, de prendre les armes, mais il dénonçait comme coupables de trahison les maires des cantons qui mettraient quelque obstacle à une levée en masse. Les alliés au contraire menaçaient d'exécution militaire tout paysan qui obéirait à cet appel aux armes de Napoléon. C'était, comme nous l'avons déjà fait observer, prouver combien les opinions politiques dépendent des circonstances ; car, après la seconde prise de Vienne, les Autrichiens excitaient à une levée en masse, et Napoléon, à son tour menaçait de brûler les villages et de faire pendre les paysans qui oseraient obéir.

Pendant qu'il était à Reims, l'aspect des affaires sur la frontière orientale semblait si favorable, que Ney offrit de prendre le commandement de l'armée d'insurrection, et comme il passait pour le meilleur officier de troupes légères qui fût en Europe, il n'est pas invraisemblable qu'il eût pu déterminer les levées en masse de cette frontière belliqueuse, à combattre comme

le firent les gardes nationales de la France au commencement de la révolution. Bonaparte n'accepta pas cette proposition. Peut-être pensa-t-il qu'un mouvement si hardi ne pouvait réussir que sous ses propres yeux.

Mais il y avait deux considérations spéciales qui auraient dû faire hésiter Napoléon à adopter cette espèce de jeu de retour, destiné à regagner la partie qu'il était impossible de sauver par les règles ordinaires du jeu sanglant de la guerre. L'une était la question militaire de savoir si Paris pouvait être défendu, tandis que Napoléon se porterait sur les derrières de l'armée des alliés, au lieu de retourner vers la capitale avec l'armée qu'il commandait. L'autre était encore d'une plus grande importance et d'une nature politique. En supposant que la capitale eût des moyens suffisans pour se défendre, était-il probable que Paris, ville où se trouvaient sept cent mille habitans d'opinions différentes, n'ayant jamais entendu tonner de près la voix de la guerre, et étourdis par la nouveauté terrible de leur situation, se soumettrait aux sacrifices qu'il faudrait faire dans tous les cas pour se défendre même avec succès? En un mot les sentimens d'amour et de crainte qu'inspirait Bonaparte aux citoyens, étaient-ils assez puissans pour que, loin de sa présence et sans avoir sous les yeux son armée pour les encourager et leur imposer en même temps, ils courussent volontairement le risque de voir leur belle capitale détruite? Voudraient-ils s'exposer à toutes les horreurs du sac d'une ville de la part des soldats de tant de nations que l'ambition

de l'empereur avait coalisées contre lui, et qui s'étaient proclamées les ennemis, non de la France, mais de Bonaparte?

On ne pouvait répondre avec confiance à aucune de ces deux questions. Quoique Napoléon eût organisé à Paris trente mille hommes de garde nationale, il n'avait pas remis des armes au tiers de ce nombre. Quelques auteurs en prennent occasion de donner à entendre que ce manque d'armes doit indiquer quelque trahison secrète; mais cette accusation n'a pas été prouvée.* Les armes n'avaient jamais existé, jamais elles n'avaient été commandées; et, quoique Napoléon ait eu près de trois mois devant lui après son retour à Paris, cependant jamais il ne songea à l'armement général des Parisiens. Peut-être aussi doutait-il de leur dévouement à sa cause. On dit qu'il ordonna de placer deux cents pièces de canon pour défendre la capitale du côté du nord et de l'est; mais jamais cet ordre ne put être complètement exécuté. Enfin, le nombre des individus à qui l'on pouvait confier des armes sans danger, était fort limité. La question de savoir si Paris, sous un point de vue militaire, était ou n'était pas susceptible de défense, dépendait donc, en grande partie, de la force armée dont on disposerait pour protéger cette ville. Napoléon savait fort bien qu'il ne pouvait en laisser une considérable. Les circonstances devaient donc nécessairement le réduire à l'espoir que la capitale, quoique hors d'état de faire une longue défense, pourrait tenir assez long-temps pour lui donner le loisir de marcher à son secours.

Mais, secondement, si les moyens de défendre

Paris étaient fort précaires, l'intention d'entreprendre cette défense au prix de quelque sacrifice considérable n'était pas moins douteuse. Il n'était pas raisonnable d'espérer que Paris imiterait le dévouement de Saragosse. Chaque citoyen espagnol, en cette mémorable occasion, avait son intérêt dans la guerre que tous soutenaient, c'est-à-dire une portion de cette liberté et de cette indépendance qu'il s'agissait de conserver. La position des Parisiens était toute différente. Ils n'étaient point appelés à barricader leurs rues, à détruire leurs faubourgs, à faire une forteresse de chacune de leurs maisons, à se métamorphoser en soldats, et tout cela sans aucun avantage pour la France ou pour eux-mêmes, mais uniquement pour maintenir Napoléon sur le trône. Les guerres perpétuelles, et depuis quelque temps malheureuses, dans lesquelles il semblait engagé de manière à n'en pouvoir sortir, avaient rendu son gouvernement impopulaire; et il était évident pour tout le monde, excepté peut-être pour lui-même, que les habitans de Paris ne le regardaient pas en citoyens disposés à mourir pour leur souverain. On aurait pu aussi-bien s'attendre à voir les grenouilles de la fable, en cas d'une invasion, se lever en masse pour défendre le serpent qui était leur roi. Il est probable que Bonaparte n'envisagea pas ces circonstances sous leur véritable point de vue, mais qu'avec cette haute opinion de son importance personnelle, que les souverains puisent naturellement dans leur rang élevé, et que Napoléon, plus que tout autre monarque, avait droit de concevoir d'après ses victoires et ses talens distingués, il oublia, combien, parmi les sept à

huit cent mille individus qui composaient la population de Paris, était faible le nombre des partisans qui lui étaient fidèles et dévoués, en le comparant, non-seulement à ceux qui jouaient un rôle dans les factions hostiles, mais à la grande masse de ceux qui, suivant l'expression d'Hotspur (1), aimaient mieux leurs boutiques et leurs granges que sa maison.

Troisièmement, les suites de la perte de Paris, soit faute de moyens de défense, soit mauvaise volonté pour les employer, devaient nécessairement produire un malheur irréparable. La Russie, comme on l'avait vu, pouvait survivre à la destruction de sa capitale, et peut-être la prise de Londres ne déciderait-elle pas du destin de la Grande-Bretagne. Mais, en France, pendant toutes les phases de la révolution, le gouvernement avait toujours dépendu de la possession de Paris, capitale qui a, dans tous les temps, dirigé l'opinion publique de ce pays. Si l'occupation militaire de cette métropole, dont l'influence est plus considérable que celle d'aucune autre, amenait, comme cela était très-probable, une révolution politique et intérieure, il était fort douteux que l'empereur pût opposer une résistance efficace dans quelque autre partie du territoire français.

On doit avouer de bonne foi que ce raisonnement, venant après l'événement, a l'air beaucoup plus décisif qu'il ne dut le paraître à Napoléon quand il se présenta à son esprit. D'après les vives alarmes qu'avaient manifestées les Autrichiens toutes les fois qu'il semblait vouloir faire un mouvement sur leurs flancs, il avait droit de penser qu'ils

(1) *Hotspur* de Shakspeare.

(ED DE PAR.)

seraient trop circonspects pour se permettre la démarche hardie d'avancer sur Paris. Il était plus vraisemblable qu'ils le suivraient vers la frontière pour conserver leurs communications. D'ailleurs Napoléon, dans ce moment de crise, n'avait qu'un choix de mesures fort circonscrit. Il lui était impossible de rester où il était, entre Blücher et Schwartzemberg; et s'il avançait sur le flanc de l'un ou de l'autre, il aurait eu à combattre un ennemi supérieur. Se retirer vers Paris était un moyen sûr d'engager toutes les armées des alliés à prendre la même direction, et l'avantage que cette retraite aurait donné à ses ennemis aurait pu avoir les conséquences les plus fatales. Peut-être aussi ses partisans, pendant son absence, pouvaient-ils puiser plus de courage dans l'idée qu'il était à la tête d'une armée victorieuse sur les derrières des alliés, que sa présence n'aurait pu leur en inspirer, s'ils l'eussent vu arriver à Paris par suite d'une retraite forcée.

Bonaparte sembla donc, autant par nécessité que par choix, avoir préféré se frayer un passage à travers le cercle de chasseurs dont il était entouré, dans l'espoir de renforcer son armée des garnisons qu'il retirerait des places frontières, et des belliqueux paysans de l'Alsace et de la Franche-Comté; avec ces renforts, il devait se porter avec rapidité sur les derrières des ennemis avant qu'ils eussent le temps d'exécuter ou peut-être de combiner un système d'opérations offensives. Ce projet lui offrait d'autant plus de chances qu'il était fermement convaincu que sa marche ne pouvait manquer d'attirer la grande-armée de Schwartzemberg, soit pour la poursuivre, soit

du moins pour l'observer; la maxime générale, que la guerre ne pourrait se terminer que là où il serait en personne, étant, pensait-il, gravée par l'expérience dans l'esprit de ses ennemis comme dans celui de ses propres soldats.

Napoléon ne pouvait se dissimuler ce qu'il avait dit lui-même au peuple français, qu'une marche, ou, comme il l'appelait, un *hourra* sur la capitale ne fût le principal but des alliés. Tous les mouvemens en avant faits par Blücher ou par Schwartzemberg, n'avaient que ce seul objet. Mais ils avaient uniformément abandonné ce projet, toutes les fois qu'il avait fait une démonstration pour le prévenir; c'était pourquoi il ne les soupçonnait pas de pouvoir prendre la résolution hasardeuse de marcher directement sur Paris, en laissant derrière eux l'armée française entière agir sur leur ligne de communication avec l'Allemagne. On remarque que les joueurs d'échecs qui risquent les gambits les plus hasardeux, sont ceux qui sont le moins en état de se défendre quand ils sont attaqués avec la même hardiesse, et que dans la guerre les généraux dont la tactique ordinaire et favorite est d'avancer et d'attaquer, ont été très-fréquemment surpris par un ennemi qui adoptait à l'improviste un système analogue de manœuvres offensives. Napoléon était ainsi accoutumé à voir ses antagonistes donner toute leur attention à parer ses coups plutôt qu'à lui en porter; il avait quelque raison de compter sur le souvenir de la rapidité de ses mouvemens, de l'énergie de ses attaques et de la terreur de son nom; il était donc bien loin de craindre que les alliés adoptassent un plan d'opérations qui n'avait aucun

rapport avec les siennes, et qui, au lieu de surveiller ou de déjouer ses mouvemens en arrière de leur armée, les conduirait directement à prendre possession de sa capitale. D'ailleurs, malgré ce que nous avons dit des objections qui semblaient rendre impossible une défense permanente de Paris, il existait d'autres considérations auxquelles il fallait avoir égard. L'approche de cette ville, du côté du nord, est difficile; la garde nationale était nombreuse; les classes inférieures de la population ont un caractère militaire, et elles favorisaient la cause de Napoléon. Une défense déterminée, quelque courte qu'elle fût, devait produire le double effet de refroidir l'ardeur des assaillans, et de les retenir devant les murs de la capitale jusqu'à ce que Bonaparte arrivât pour la secourir, et plaçât ainsi les alliés entre deux feux. On ne pouvait supposer que la reddition de Paris fût l'ouvrage d'un seul jour. La voix unanime des journaux, des agens de la police, et des milliers d'individus dont les intérêts étaient intimement liés à celui de Bonaparte, lui donnait toute assurance sur ce point. Son mouvement en arrière, quoique l'écartant de la capitale, qu'il pouvait exposer à une alarme passagère, ne pouvait donc, à ce qu'il pensait, compromettre sérieusement la sûreté de cette ville.

En effectuant ce mouvement décisif, l'empereur désirait vivement se mettre en possession de Vitry, qui était sur la ligne de sa marche; mais l'officier qui commandait cette ville, ayant une garnison de cinq mille hommes sous ses ordres, et ne manquant pas de résolution, fit une réponse négative à la sommation qui lui fut adressée. Napoléon,

n'étant pas en mesure pour tenter un coup de main sur cette place, passa la Marne le 22 mars, sur un pont de radeaux construit à Frigincourt, d'où il continua sa marche vers la frontière orientale, augmentant à chaque pas la distance qui le séparait de sa capitale, et en même temps de ses ennemis.

Pendant ce temps, il s'était passé, dans les environs de Lyon, des événemens qui tendaient directement à affaiblir les avantages que Napoléon pouvait se flatter d'obtenir dans la partie du sud-est des frontières de la France, du côté de la Suisse, et à encourager les nombreux ennemis que son gouvernement avait en Provence, où les royalistes avaient toujours eu un parti considérable.

Les renforts envoyés par les Autrichiens sous le général Bianchi, et les corps de réserve amenés par le prince de Hesse-Hombourg, avaient rétabli leur supériorité sur l'armée d'Augereau. Il fut défait à Mâcon, le 11 mars, dans une bataille qu'il avait livrée pour maintenir sa ligne sur la Saône. Il le fut une seconde fois, le 18, à Saint-Georges, et se trouva obligé de se retirer en grand désordre, ayant à peine les moyens de défendre l'Isère, le long de laquelle il fit sa retraite. Lyon étant ainsi découvert ouvrit ses portes à Bianchi; et après tout ce qu'ils avaient entendu dire des pertes qu'avaient faites les alliés, les citoyens virent avec surprise et alarme un corps intact de leurs troupes, composé de soixante mille hommes, défilé dans les rues de leur ville. Napoléon n'était probablement pas instruit de cette défaite d'Augereau lorsqu'il se déterminà à marcher vers la frontière, et qu'il crut pouvoir compter

sur la coopération de l'armée de Lyon. Ainsi, quoique le mouvement de l'empereur sur Saint-Dizier fût une exception aux règles ordinaires de l'art de la guerre, et qu'il ait mis les alliés en état de concevoir et d'exécuter le projet audacieux qui amena la fin de la campagne, il n'était pas, dans l'origine, sans quelque chance de succès; ou, devrions-nous plutôt dire, c'était une des alternatives peu nombreuses de la crise de ses affaires avait laissées à Bonaparte; et, à en juger par les vacillations précédentes, et par la prudence timide qui avait régné dans les conseils des alliés, il n'avait pas lieu de craindre que le parti qu'il prenait donnât lieu aux conséquences qui en résultèrent.

Les alliés, qui s'étaient déterminés dans leur dernier conseil à faire l'épreuve décisive d'une marche sur Paris, ne surent d'abord comment expliquer la disparition de Napoléon, et ne purent deviner où il était allé. Cette circonstance occasionna quelque hésitation et quelque perte de temps. Enfin ils interceptèrent un courrier français, et les dépêches dont il était porteur et qui étaient adressées par Bonaparte à son gouvernement à Paris, les mirent en état de conjecturer le véritable motif et la direction de sa marche. Une lettre écrite par l'empereur, de sa propre main à Marie-Louise, confirma la certitude de cette information. Malgré ce changement inattendu de circonstances, les alliés n'en persistèrent pas moins dans la résolution hardie qu'ils avaient déjà prise. Pour cacher la direction véritable de sa marche, et pour s'ouvrir une communication avec l'armée de Silésie, Schwartzemberg, faisant un mouve-

ment de côté, transporta son quartier-général à Vitry, où il arriva le 24, deux jours après la sommation faite par Napoléon à cette ville. Blücher en même temps fit avancer de Laon à Châlons son armée, alors entièrement réorganisée, après la bataille sanglante qu'elle avait livrée.

Par une mesure préalable et nécessaire, le général Ducca fut laissé sur l'Aube avec une division d'Autrichiens, pour défendre leurs dépôts, maintenir leurs communications ouvertes et veiller à la sûreté de l'empereur d'Autriche, qui ne jugea peut-être pas délicat de s'approcher personnellement de Paris à main armée, avec les autres souverains, pendant que sa propre fille gouvernait cette ville sous le titre de régente. Les instructions données à Ducca lui prescrivaient aussi, s'il se trouvait pressé, de faire sa retraite sur l'armée victorieuse du prince de Hesse-Hombourg, qui était en possession de Lyon.

Cette mesure importante ayant été prise, on en adopta une autre également nécessaire pour tromper Napoléon et pour l'observer. Dix mille hommes de cavalerie d'élite furent placés sous les ordres des généraux entreprenans Winzingerode et Czernicheff, qui, avec cinquante pièces d'artillerie, furent chargés de suivre la marche de Napoléon, d'empêcher ses communications avec les départemens qu'il avait quittés, d'intercepter les courriers venant de Paris, ou porteurs d'informations sur les mouvemens des armées des alliés, et de présenter en toute occasion un front qui fit croire à Napoléon que leur corps formait l'avant-garde de toute l'armée de Schwartzemberg. Les

troupes légères russes et prussiennes, pendant ce temps, balayaient les routes, et elles interceptèrent près de Sommepeuis un convoi d'artillerie et de munitions appartenant à l'arrière-garde de Napoléon, ce qui fit tomber entre leurs mains vingt pièces de canon et une forte escorte. Elles arrêtèrent aussi plusieurs courriers apportant de Paris à Napoléon des dépêches importantes. L'un d'eux était porteur de nouvelles aussi cruelles que put jamais en recevoir un potentat tombant du haut de sa grandeur. Le paquet dont il était chargé informait Napoléon de la descente des Anglais en Italie; de l'entrée des Autrichiens à Lyon; de la situation critique d'Augereau; de la déclaration de Bordeaux en faveur de Louis XVIII; du mouvement de Wellington sur Toulouse; de l'état de mécontentement de l'esprit public, et de l'épuisement des ressources nationales. La plupart de ces nouvelles étaient inconnues aux souverains alliés et à leurs généraux, mais ils les apprirent avec des sensations bien différentes de celles qu'elles étaient faites pour produire sur l'esprit de celui à qui la dépêche était destinée.

Pendant ce temps, Blücher, dès qu'il sentit ses mouvemens devenus plus libres par la marche de Bonaparte de Châlons à Arcis, avait repris l'offensive, et avait repoussé derrière la Marne les corps de Mortier et de Marmont, restés en observation devant lui. Il passa l'Aisne près de Bery-au-Bac : voulant se remettre en possession de Reims, il en fit sauter les portes, et prit cette ville d'assaut. Après avoir obtenu ces succès, il se mit en marche sur Châlons et Vitry. Blücher s'était dirigé jusque-là vers le sud-est, afin de

faire sa jonction avec Schwartzemberg, mais il reçut alors du roi de Prusse l'ordre désiré de marcher vers l'ouest, et de s'avancer directement sur Paris. La grande-armée se dirigea vers le même but, et les deux armées se mirent en mouvement, en lignes correspondantes, et en communication l'une avec l'autre.

Tandis que Bonaparte se retirant vers l'est se préparait à tomber sur l'arrière-garde des alliés, il était nécessairement exposé lui-même au risque que ce mouvement avait pour but de faire courir à l'ennemi, celui d'avoir ses communications coupées et ses convois interceptés. * Marmont et Mortier, qui se retiraient devant Blücher sur la Marne, avaient ordre d'avancer sur Vitry, probablement parce que ce mouvement les aurait placés sur les derrières de Schwartzemberg, s'il avait pris le parti de s'éloigner de la ligne de l'Aube, comme Napoléon s'y attendait. Mais les alliés avaient adopté une marche bien différente de celle que Bonaparte avait supposé qu'ils prendraient, et par conséquent, les deux maréchaux se trouvèrent à l'improviste en face de la grande armée autrichienne près de la Ferté-Champenoise. Ils furent forcés à tenter de faire leur retraite sur Sezanne, et en l'effectuant ils furent harcelés par la cavalerie nombreuse des alliés, qui leur causa de grandes pertes.

Tandis que toute la cavalerie était occupée à poursuivre les maréchaux, l'infanterie des alliés s'approchait de la Ferté-Champenoise, quand on entendit dans les environs un feu bien nourri, et l'on vit bientôt paraître une colonne considérable d'infanterie, marchant en carrés, pour-

suivie et chargée, à plusieurs reprises, par des escadrons de cavalerie qu'on reconnut promptement comme faisant partie de l'armée de Silésie. Ce corps d'infanterie, composé de cinq mille hommes, venait de Paris avec un convoi considérable de provisions et de munitions. Il se rendait à Montmirail, quand il fut découvert et attaqué par la cavalerie de Blücher. Hors d'état de lui tenir tête, il changea sa marche, et chercha à gagner la Ferté-Champenoise, dans l'espoir d'y trouver soit l'empereur, soit Marmont et Mortier; il eut ainsi le malheur de tomber dans Scylla en voulant éviter Charybde. Ce corps était composé de conserits et de gardes nationaux qui n'avaient jamais vu le feu. Cependant, ni l'extrémité à laquelle ils étaient réduits, ni leur surprise en rencontrant d'abord une armée ennemie et puis une seconde, ne purent déterminer ces braves jeunes gens à se rendre. Rapatel, aide-de-camp de Moreau, que l'empereur Alexandre avait conservé en la même qualité, fut tué d'un coup de feu tandis qu'il essayait, par ordre de ce monarque, de faire comprendre à ces troupes l'impossibilité de la résistance. Les Français disent que le frère de Rapatel servait dans la compagnie d'où partit le coup qui tua ce malheureux officier. Enfin l'artillerie tonna de toutes parts contre les Français; escadrons sur escadrons les chargèrent tour à tour; le convoi fut pris, et tout ce qui formait l'escorte fut tué, blessé ou fait prisonnier.

Les alliés continuèrent ainsi à s'avancer vers Paris, et les divisions maltraitées de Mortier et de Marmont, serrées de près par la cavalerie, perdirent une arrière-garde de quinze cents

hommes près de la Ferté-Gaucher. A Crécy, elles se divisèrent en deux corps qui se retirèrent l'un sur Meaux, l'autre sur Lagny. Ils étaient toujours poursuivis et harcelés, et enfin les soldats, se livrant au désespoir, pouvaient à peine être retenus sous leurs drapeaux. On calcule que les divisions françaises perdirent entre la Ferté-Champenoise et Lagny huit mille hommes, quatre-vingts pièces de canon et une immense quantité de bagages et de munitions. Entourés et écrasés comme ils l'étaient par le nombre, il fallait que les soldats eussent autant de bravoure et de dévouement que les chefs avaient d'habileté pour empêcher la désorganisation totale de l'armée. Les alliés, remportant des avantages à chaque pas, marchaient avec une telle rapidité, que lorsqu'ils établirent leur quartier-général à Coulommiers, le 27 mars, ils avaient fait plus de soixante-dix milles en trois jours.

Environ dix mille hommes de gardes nationales firent un effort pour arrêter une colonne de l'armée de Silésie; mais ils échouèrent complètement; le général Horne pénétra au galop jusqu'au centre même de la masse d'infanterie française, et fit prisonnier de sa propre main le général qui la commandait. Quand Blücher s'approcha de Meaux, la garnison, qui faisait partie de l'armée de Mortier, l'évacua en faisant sauter un grand magasin à poudre. C'était le 28 mars, et dans la soirée du même jour l'avant-garde de l'armée de Silésie avança jusqu'à Claye, d'où elle délogea, après une affaire assez vive, une partie des divisions de Marmont et de Mortier. Ces deux maréchaux se retirèrent alors sous les murs de

Paris, leurs troupes découragées et désorganisées formant les seules forces régulières, à l'exception de la garnison, sur lesquelles on pût compter pour la défense de la capitale.

Les armées alliées continuèrent à avancer vers le grand but de leurs opérations, laissant cependant les généraux Wrede et Sacken, avec un corps d'armée de trente mille hommes sur la ligne de la Marne, pour s'opposer à toute tentative qu'on pourrait faire pour inquiéter l'armée et secourir la capitale.

A la réserve de cette armée laissée en arrière pour les couvrir, tout le reste des forces alliées s'avança en colonnes par les trois grandes routes de Meaux, de Lagny et de Soissons, menaçant ainsi toute la portion de Paris située au nord-est. Les princes alliés et leurs armées victorieuses avaient enfin sous leurs yeux cette capitale dont le souverain et ses soldats avaient si long-temps dominé dans les leurs; ce Paris qui, peu content de son haut rang parmi les cités européennes, avait fomenté une guerre continuelle jusqu'à ce que tout fût soumis à son empire; cette ville orgueilleuse qui se vantait d'être la première dans les armes comme dans les sciences, d'offrir le dépôt de tout ce que les beaux-arts ont de plus admirable, et de donner des leçons de goût comme des lois à tout le continent d'Europe.*

La position de Paris, du côté du nord, par où approchaient les alliés, est aussi fortement défendue que peut l'être aucune ville du monde sans fortifications. L'art avait pourtant ajouté peu de chose pour la défense de la ville, si ce n'est

quelques misérables redoutes, appelées par les Français *tambours*, dont l'objet était de protéger les barrières. Mais la ligne extérieure était très-forte, comme on le verra d'après l'aperçu qui suit: les hauteurs qui entourent la ville du côté de l'est, s'élèvent brusquement sur une grande plaine, et forment une chaîne étroite et escarpée qui se termine aussi brusquement du côté de la ville, qu'elles semblent protéger comme par un boulevard naturel. L'extrémité méridionale de cette chaîne, qui s'appuie sur le bois de Vincennes, s'étendant au sud jusqu'aux bords de la Marne, s'appelle les hauteurs de Belleville et de Romainville, recevant ces noms de deux charmans villages qui s'y trouvent, Belleville étant le plus voisin, et Romainville le plus éloigné de la capitale. Ces hauteurs sont couvertes de bosquets pittoresques, et ornées d'un grand nombre de belles maisons de campagne, avec des jardins, des vergers, des vignobles et des bois. C'était, dans des temps plus paisibles, la promenade favorite des Parisiens, qui y faisaient des parties de plaisir; mais ces lieux allaient être occupés par des hôtes bien différens, venus pour d'autres fêtes. En avant de ces hauteurs, et sous leur protection, est le village de Pantin, situé sur la grande route de Bondy. Sur la gauche de Romainville, et plus près de Belleville, est une éminence avancée, nommée la butte de Saint-Chaumont. La chaîne des hauteurs s'affaisse en cet endroit, et laisse passer un canal alors à demi achevé, appelé le canal de l'Ourcq. Le terrain se relève ensuite et forme l'éminence qui porte le nom de Montmartre, parce qu'on suppose que ce

fut en ce lieu qu'arriva le martyre de saint Denis, patron de la France. Au pied de cette montagne escarpée est une plaine bien unie qui s'étend jusqu'à la Seine, et qui est traversée par la principale route du côté du nord, passant par la petite ville de Saint-Denis. On avait fait les préparatifs les plus formidables pour prendre position sur cette forte ligne de défense, derrière laquelle la capitale est abritée. L'extrême droite des troupes françaises occupant le bois de Vincennes et le village de Charenton-sur-Marne, était soutenue par les corps stationnés sur les hauteurs de Belleville et de Romainville, et sur la butte de Saint-Chaumont, qui composaient l'aile droite. Leur centre, qui occupait la ligne formée par le canal de l'Oucre, était défendu par le village de la Villette, par une forte redoute montée de dix-huit gros canons, à la ferme de Rouvroy, et par les rives exhausées du canal; il y avait, en outre, plus en arrière une artillerie redoutable placée sur les hauteurs de Montmartre. L'aile gauche partait du village appelé Mouceaux, près de l'extrémité des hauteurs du côté du nord-ouest, et elle se prolongeait jusqu'à celui de Neuilly-sur-Seine, qui était occupé par l'extrême gauche de l'armée. Ainsi, ayant l'extrême droite de leur armée appuyée sur la Marne, et la droite sur la Seine, les Français occupaient une ligne défensive formant un demi-cercle, qui ne pouvait être tournée; la plus grande partie de cette ligne passait sur des hauteurs très-escarpées, et la totalité en était défendue par une artillerie placée avec beaucoup d'art, mais insuffisante quant au nombre des pièces de canon.

L'autre côté de Paris est presque sans défense; mais, pour l'attaquer, il aurait fallu d'abord que les alliés passassent la Seine, ce qu'ils firent avec succès l'année suivante; mais à cette époque où, pour réussir, leur entreprise ne pouvait être retardée, ils n'avaient pas le loisir de faire cette tentative; car il était probable que Napoléon, appelé par le danger de sa capitale, viendrait fondre sur leur arrière-garde. Ils furent donc obligés de préférer une attaque soudaine et plus hasardée, dirigée contre le côté le plus fort de la ville, à la mesure plus lente, quoique plus sûre, de tourner la ligne formidable de défense dont nous avons tâché de faire la description.

Trois fois, depuis que les alliés avaient passé le Rhin, la capitale de la France avait été menacée par l'apparition de troupes ennemies à vingt milles de Paris; mais elle avait toujours été tirée de péril par la rapidité des mouvemens de l'actif Napoléon. Encouragés par ce souvenir, les Parisiens apprirent pour la quatrième fois, sans beaucoup d'alarmes, que les cosaques s'étaient montrés à Meaux. Des bruits sourds commencèrent pourtant à répandre l'inquiétude: on disait que les divisions de Marmont et de Mortier ayant éprouvé des pertes sérieuses, étaient en pleine retraite sur la capitale, nouvelle bientôt confirmée par le nombre de blessés qui entrèrent dans la ville avec un air de consternation, et dont les discours inspiraient le découragement. Arrivèrent ensuite des bandes de paysans, fuyant sans but devant un ennemi dont la rapacité barbare avait été si long-temps le sujet de toutes les conversations, traînant avec eux leurs familles

à demi nues et mourant de faim, leurs attelages, leurs chariots, leurs bestiaux, et la portion de leur mobilier qu'il leur avait été possible d'emporter à la hâte. Ces malheureux fugitifs couvraient les boulevards de Paris, rendez-vous ordinaire du beau monde; et, par des rapports exagérés et contradictoires, ils ajoutaient encore à l'idée terrible que se faisaient déjà les Parisiens de la tempête qui approchait.

Le gouvernement, principalement dirigé par Joseph Bonaparte, au nom de sa belle-sœur Marie-Louise, faisait tout ce qu'il pouvait pour encourager le peuple, en exagérant ses moyens de défense et en soutenant avec effronterie que les troupes qui s'approchaient de Paris ne formaient qu'une colonne isolée, qui s'était avancée par accident vers la capitale, tandis que l'empereur coupait, divisait et taillait en pièces la masse de l'armée confédérée. Il était impossible de fermer tout passage à la lumière; mais, si nous pouvons parler ainsi, le rayon qu'on laissait pénétrer était fortement empreint d'espérance, parce qu'on le laissait arriver par les voies de la police et des journaux. Une grande revue des troupes destinées à la défense de la capitale eut lieu le dimanche qui précéda l'attaque. Huit mille hommes de troupes de ligne, formant la garnison de Paris sous le général Girard, et trente mille hommes de gardes nationales, commandés par Hullin, gouverneur de la ville, défilèrent en bon ordre dans la grande cour des Tuileries, suivis de leurs trains d'artillerie, de leurs corps de pionniers, de leurs caissons de munitions et de leurs voitures de bagages. C'était un spectacle imposant

et rassurant jusqu'à ce qu'on se souvint que ces troupes n'étaient pas destinées à aller faire des conquêtes lointaines comme plusieurs centaines de milliers d'hommes qu'on avait vus autrefois défilér pareillement en ce lieu, mais qu'elles formaient le dernier espoir de Paris, et qu'elles devaient défendre tout ce qu'il contenait, par une bataille livrée sous ses murs. Les restes des corps d'armée de Marmont et de Mortier ne firent point partie de cette parade. Leurs bataillons éclaircis et le désordre de leur équipement n'étaient pas propres à rappeler la confiance dans l'esprit public. Ils furent réunis et placés sur la ligne de défense, dont nous avons déjà parlé, hors des barrières de la ville. Mais les deux maréchaux entrèrent dans Paris, et donnèrent leur assistance aux conseils de Joseph Bonaparte.

Le gouvernement fit des préparatifs pour se retirer derrière la Loire, ou du moins de ce côté. Quoique douée de toutes les vertus domestiques, Marie-Louise n'avait pas le courage d'une amazone. D'ailleurs sa situation était pénible dans une guerre entre son père et son époux; d'une autre part elle obéissait, et probablement volontiers, aux ordres que lui avait donnés Napoléon de s'éloigner de la capitale si le danger en approchait. Elle partit donc de Paris avec son fils: le jeune Napoléon montra, dit-on, pour ce départ une répugnance qui, dans un enfant, semblait être un mauvais augure. Presque toutes les autorités civiles du gouvernement de Bonaparte quittèrent la métropole en même temps, après avoir détruit les registres particuliers de la haute police; et elles emportèrent avec elles

les bijoux de la couronne et une grande partie du trésor public. Joseph Bonaparte resta, et garda avec lui, un peu, dit-on, contre l'inclination de ce grand fonctionnaire, Cambacérés, archi-chancelier de l'empire, que Napoléon, dans un de ses derniers conseils, avait menacé de l'honneur et du danger du grade de colonel, quoiqu'il fût d'une taille un peu épaisse pour jouer ce rôle. Joseph lui-même avait les talens d'un homme aimable et accompli dans la société; mais il ne paraît pas qu'il eût ceux d'un général. Il vit partir sa belle-sœur, escortée par un régiment de sept cents hommes, qui, suivant quelques écrivains, auraient pu être mieux employés à la défense de la ville; mais ils oublient combien il était important pour Napoléon que la personne de l'impératrice fût protégée contre quelque bande détachée de hulans ou de cosaques, ou en cas de quelque insurrection intérieure. Ces arrangemens étant faits, Joseph publia dans la matinée du 29 une proclamation assurant les citoyens de Paris « qu'il resterait avec eux. » Il y parla des ennemis comme d'une colonne écartée de l'armée et venant de Meaux, et il exhorta les Parisiens à conserver l'honneur du nom français par une courte et vive résistance, jusqu'à l'arrivée de l'empereur, qu'il déclara être en marche pour venir à leur secours.

Le lendemain, entre trois et quatre heures du matin, les tambours battirent l'appel, et la garde nationale s'assembla. Mais parmi les milliers de citoyens qui obéirent à cet appel, il en était un grand nombre que leur âge, leurs habitudes et leur humeur pacifique rendaient peu propres au

service qu'on exigeait d'eux. Nous avons déjà parlé du manque d'armes, et certainement, quand même on en aurait eu en abondance, il y avait beaucoup de ces citoyens soldats à qui le gouvernement de Bonaparte ne se serait pas soucié d'en confier.

La plus grande partie de la garde nationale, convenablement armée, fut retenue dans l'enceinte des barrières jusqu'à environ onze heures, et alors, leur présence devenant nécessaire, on fit marcher ces bataillons vers la scène de l'action, où ils furent rangés en seconde ligne derrière les troupes régulières, plutôt pour imposer à l'ennemi par le nombre que pour prendre une part très-active à l'engagement. Ceux qui rendirent le plus de service furent chargés d'agir en tirailleurs, et quelques bataillons furent placés de manière à fortifier particulièrement certains points de la ligne (1). La totalité des troupes, y compris beaucoup de volontaires qui prirent part activement à la défense de la capitale, pouvait être de dix à vingt mille hommes.*

L'attaque résolue par les alliés devait être générale et simultanée sur toute la ligne de défense. Le prince royal de Wurtemberg devait attaquer l'extrême droite des Français dans le bois de Vincennes, les débusquer des bords de la Marne et du village de Charenton, et tourner ainsi les hauteurs de Belleville sur la droite. Le général russe Rayefski, faisant un mouvement de flanc sur la grande route de Meaux, devait diriger trois fortes colonnes avec leur artillerie

(1) Un grand nombre de gardes nationaux furent blessés et plusieurs furent tués.

et leurs réserves pour attaquer de front les hauteurs importantes et les villages de Belleville et de Romainville. Les gardes-du-corps de Russie et de Prusse étaient chargés d'attaquer le centre de l'ennemi posté sur le canal de l'Ourcq, et dont les réserves occupaient l'éminence appelée Montmartre. L'armée de Silésie devait attaquer la gauche de la ligne française, de manière à tourner et à emporter les hauteurs de Montmartre du côté du nord-est. La troisième division de l'armée des alliés fut gardée en réserve avec un corps considérable de cavalerie. Avant le commencement de l'attaque, deux parlementaires furent envoyés pour sommer la ville de capituler. On refusa de les recevoir, et l'intention des défenseurs de Paris parut être bien décidée de risquer une bataille.

Il était environ huit heures lorsque les Parisiens que l'inquiétude avait réunis en foule aux barrières de Saint-Denis et de Vincennes, sorties de Paris qui correspondaient à deux points principaux de la ligne, s'aperçurent, d'après la fusillade qui résonnait à leurs oreilles comme les grosses gouttes de pluie qui précèdent un orage, que l'œuvre de destruction avait déjà commencé. Bientôt après un feu de peloton et le tonnerre soutenu de l'artillerie, se faisant entendre du côté de Belleville, annoncèrent que l'engagement était devenu général sur cette partie de la ligne.

Le général Rayefski avait commencé l'attaque en faisant avancer une colonne, dans le dessein de tourner les hauteurs de Romainville sur la droite. Mais sa marche ayant été arrêtée par un feu bien nourri d'artillerie, les Français devinrent tout à coup les assaillans, et, sous les ordres

de Marmont, ils se précipitèrent et s'emparèrent du village de Pantin, en avant de leur ligne, poste important qu'ils avaient abandonné le soir précédent, à l'approche de l'armée des alliés. Les grenadiers russes s'y logèrent de nouveau à la pointe de la baïonnette, et les Français, après avoir tenté plusieurs fois de reprendre l'offensive, furent repoussés par les Russes sur les villages de Belleville et de Mesnilmontant, tandis que les alliés pénétrèrent à travers le bois de Romainville jusqu'au pied des hauteurs. Les batteries françaises dirigèrent contre eux, sur toute la ligne, un feu soutenu. Plusieurs étaient servies par les élèves de l'École polytechnique, jeunes gens de douze à seize ans, qui montrèrent la plus grande activité et le courage le plus dévoué.* L'infanterie française formée en colonne, se précipitait des hauteurs chaque fois qu'elle trouvait occasion d'arrêter les progrès des alliés. Chaque fois elle était repoussée par les Russes, et chaque nouvelle tentative donnait lieu à de nouveaux combats, et couvrait la terre d'un plus grand nombre de morts, tandis que des escarmouches continuelles entre les tirailleurs dispersés avaient lieu dans les bosquets, les vignobles et les jardins des maisons de campagne qui se trouvaient sur ces hauteurs. Enfin, par ordre de Barclay de Tolly, général en chef des Russes, l'attaque des hauteurs fut suspendue jusqu'à ce que les opérations des alliés sur les autres points permissent de la renouveler avec moins de risque. Les régimens russes qui avaient été dispersés pour agir en tirailleurs furent rappelés et formés en rang; il paraît que les Français profitèrent de

cette occasion pour se remettre en possession du village de Pantin, et prendre dans ce combat une supériorité momentanée.

Blücher avait reçu ses ordres tard dans la matinée, et il ne put commencer son attaque d'aussi bonne heure que celle qui avait lieu sur la droite. Vers onze heures, s'étant contenté d'observer et de bloquer un corps de troupes françaises qui occupait la petite ville de Saint-Denis, il fit marcher les colonnes du général Langeron contre le village d'Aubervillers, et ayant triomphé de la résistance opiniâtre qu'il y trouva, il les fit avancer par la route de Clichy contre l'extrémité des hauteurs de Montmartre, tandis que les divisions de Kleist et d'York s'avançaient pour attaquer de front les villages de Pantin et de la Villette, et soutenir ainsi l'attaque du centre et de la droite des Français. Les défenseurs de Paris, fortement retranchés, et protégés par d'excellentes batteries, opposèrent la résistance la plus formidable; et comme le terrain était inégal et impraticable pour la cavalerie, plusieurs des colonnes qui les attaquaient furent fort maltraitées. Quand les divisions de l'armée de Silésie, commandées par le prince Guillaume de Prusse, arrivèrent pour seconder les troupes qui avaient commencé l'attaque du centre, les Français se concentrèrent sur la Villette, poste très-fort, et sur la ferme de Rouvroy, en continuant de défendre ces points de la ligne avec un infatigable courage. A l'aile gauche des alliés, les gardes prussiennes et celles de Bade se jetèrent avec impétuosité, à l'envi l'une de l'autre, sur le village de Pantin,

qu'elles emportèrent à la baïonnette. Pendant que les alliés obtenaient ces avantages, le prince royal de Wurtemberg s'était ouvert un chemin à Vincennes, et il menaçait la droite des bataillons français postés à Belleville, comme le plan d'attaque l'avait projeté. Dès que le général Rayefski apprit qu'ils étaient ainsi en quelque sorte tournés sur le flanc, il recommença l'attaque des hauteurs qui avait été suspendue en front, et il réussit à emporter celles de Romainville et le village du même nom. Marmont et Oudinot essayèrent vainement une charge sur les troupes alliées qui s'étaient ainsi établies sur la ligne de défense des Français; ils furent repoussés et poursuivis par les vainqueurs, qui, profitant de leur avantage, s'emparèrent successivement des villages de Belleville et de Meaumont, de la butte de Saint-Chaumont, et de la belle artillerie qui défendait cette ligne.

Presque en même temps, le village de Charonne, à l'extrémité droite des hauteurs, fut aussi emporté, et toute la ligne de défense occupée par l'aile droite des Français, tomba au pouvoir des alliés. Leur cavalerie légère commença à pénétrer de Vincennes jusqu'aux barrières de Paris, et leurs canons et leurs mortiers établis sur les hauteurs, furent pointés contre la ville. Le centre de l'armée française, posté sur le canal de l'Ouercq, avait résisté de pied ferme jusqu'alors, protégé par la redoute de Rouvroy avec dix-huit grosses pièces de canon, et par le village de la Villette, qui était la clef de cette position. Mais le flanc droit de cette ligne étant tourné par les

troupe qui s'étaient emparées de Romainville, les alliés écrasèrent aussi cette partie de la ligne, prirent d'assaut la ferme de Rouvrois avec sa forte redoute, emportèrent le village de la Villette, et refoulèrent sur la ville le centre des Français. Un corps de cavalerie française essaya d'arrêter la marche des colonnes des alliés, mais il fut repoussé et détruit par une charge brillante des hussards noirs de Brandebourg. Pendant ce temps, l'aile droite de l'armée de Silésie s'approcha jusqu'au pied de la hauteur de Montmartre, et le corps du comte Langeron se préparait à livrer un assaut à ce dernier poste qui tenait encore, quand on vit paraître un drapeau parlementaire pour demander la cessation des hostilités.

Il paraît que dans la matinée, Joseph Bonaparte s'était montré aux défenseurs de la ville, parcourant tous les rangs accompagné de son état-major, et réitérant à tous les corps prenant part à l'action, l'assurance qu'il vivrait et mourrait avec eux. Il y a lieu de penser que s'il ne croyait pas précisément que des préparatifs d'attaque si étendus fussent faits par une seule division des alliés, cependant il s'imaginait n'avoir affaire qu'à une de leurs deux armées, et non à la réunion totale de leurs forces. Il fut détrompé par un individu nommé Peyre, qui était, suivant les uns officier du génie attaché à l'état-major du gouverneur de Paris, et, suivant d'autres, inspecteur du corps des pompiers de cette ville. Il paraît que, la nuit précédente, Peyre était tombé entre les mains d'un parti de cosaques, et avait été conduit le matin en présence de l'empereur Alexandre, à Bondy.

Chemin faisant, il avait eu occasion de pouvoir calculer la force immense des armées qui se trouvaient alors sous les murs de Paris. L'empereur Alexandre se servit de cet officier pour faire connaître l'intention des souverains alliés d'accorder des conditions favorables à la ville de Paris, pourvu qu'elle capitulât avant que les barrières fussent forcées, et il ajouta l'avertissement que si la défense se prolongeait au-delà de cette époque, il ne serait plus au pouvoir, ni de l'empereur de Russie, ni du roi de Prusse, ni de leurs généraux, d'empêcher la destruction totale de cette ville.

M. Peyre, élevé ainsi au grade de commissaire ou d'envoyé de têtes couronnées, fut mis en liberté, et il arriva aux lignes françaises, non sans danger et sans difficulté, au milieu d'un feu qui se croissait de toutes parts. Il fut conduit à Joseph, à qui il fit part de son message, et il lui montra les proclamations adressées à la ville de Paris, que l'empereur Alexandre lui avait remises. Joseph hésita, tantôt penchant pour capituler, tantôt reprenant courage et se déterminant à courir la chance des armes. Il resta dans cet état d'irrésolution, et le sang coula à grands flots autour de lui jusqu'à environ midi. Alors les colonnes ennemies menaçant d'attaquer Montmartre, et les boulets et les bombes des batteries qu'on avait établies pour favoriser cette entreprise, passant par-dessus sa tête dans l'endroit où il était avec son état-major, il envoya Peyre au maréchal Marmont, qui remplissait les fonctions de général en chef, pour lui porter l'auto-riété de demander une cessation d'hostilités.

Au même instant, Joseph prit la fuite avec toute sa suite, abandonnant ainsi les troupes qu'il avait engagées à une résistance sanglante et sans espoir, dont il leur avait solennellement promis de partager les dangers. Marmont, Moncey, et les autres généraux qui commandaient la défense, virent alors qu'il ne leur restait aucune espérance de la continuer avec succès; toute la ligne était emportée, à l'exception du seul poste de Montmartre, qui était tourné, et auquel on était sur le point de livrer l'assaut de front et sur les deux flancs. Le prince royal de Wurtemberg ayant occupé Charenton, avec son pont sur la Marne, et marchant de là vers Paris par la grande route, ses postes avancés escarmouchaient déjà à la barrière dite du Trône. C'était même avec difficulté qu'on avait repoussé un parti de cosaques du faubourg Saint-Antoine, où ils avaient fait un *hourra*. La ville de Paris n'est entourée que par un mur ordinaire, pour empêcher la contrebande. Les barrières ne sont guère plus fortes que celles qu'on voit sur les grandes routes (1) pour assurer la perception des droits de péage, et il n'aurait fallu que quelques coups de hache des pionniers pour renverser les barricades qu'on y avait établies. Ajoutons encore que toutes les hauteurs qui commandent la capitale, à l'exception de Montmartre, étaient à l'ennemi; qu'une ou deux bombes, lancées probablement pour intimider les citoyens, étaient déjà tombées dans le faubourg Montmartre et dans la Chaussée-d'Antin, et qu'il était évident que toute tentative pour prolonger la défense

(1) En Angleterre, où de distance en distance, un droit est prélevé sur les voitures, etc.

de Paris devait amener la destruction de cette ville et la ruine de ses habitans. Cédant à ces considérations, le maréchal Marmont envoya un drapeau parlementaire au général Barclay de Tolly, pour lui demander une suspension d'armes, afin de convenir des conditions de la reddition de Paris. L'armistice fut accordé, à condition que Montmartre, seule partie susceptible de défense de la ligne qu'occupaient encore les Français, serait remis aux alliés. Des commissaires furent nommés de part et d'autre pour régler les conditions de la reddition de la ville. La discussion n'en fut pas longue. Les troupes régulières françaises eurent la permission de s'éloigner librement de Paris, et la métropole devait être rendue le lendemain aux souverains alliés, à la générosité desquels elle était recommandée.

Ainsi se termina l'attaque de Paris, après une action sanglante, dans laquelle les défenseurs de cette ville perdirent plus de quatre mille hommes tués ou blessés, et les alliés, qui avaient à forcer des redoutes, des retranchemens et des batteries bien défendues, peut-être le double de ce nombre. * Ils restèrent maîtres de la ligne sur tous les points, et prirent une centaine de pièces de canon. Quand la nuit survint, les feux multipliés qui couronnaient toute cette ligne de hauteurs sur lesquelles les vainqueurs bivouaquaient alors, annoncèrent aux habitans étonnés de la métropole de la France, combien étaient nombreuses et puissantes les armées entre les mains desquelles le sort de la guerre venait de les livrer.

OEUVRES COMPLÈTES

DE

SIR WALTER SCOTT,

Complément.

TOME XII.

VIE DE NAPOLEON.



LIÈGE,

IMPRIMERIE DE FR. LEMARIÉ, LIBRAIRE,
PRÈS L'HÔTEL-DE-VILLE, N^o. 81.

M DCCC XXVII.